

COMITE REGIONAL DU TOURISME CÔTE D'AZUR FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres
COMITE REGIONAL DU TOURISME CÔTE D'AZUR FRANCE
Bâtiment Horizon
455 Promenade des Anglais
06200 NICE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE REGIONAL DU TOURISME CÔTE D'AZUR FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 7 juin 2024

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Patrick Marchand

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	21 337	7 199	14 138	16 458	2 321	14.10
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	257 283	166 393	90 890	96 230	5 340	5.55
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	58 497		58 497	63 925	5 428	8.49
	Autres	22 017		22 017	26 214	4 197	16.01
	Total I	359 134	173 592	185 542	202 827	17 286	8.52
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	65 413		65 413	72 253	6 839	9.47
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	823 864		823 864	989 702	165 838	16.76
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 165 340		1 165 340	1 250 356	85 016	6.80
	Charges constatées d'avance (2)	208 953		208 953	160 064	48 889	30.54
	Total II	2 263 571		2 263 571	2 472 375	208 804	8.45
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 622 705	173 592	2 449 113	2 675 202	226 090	8.45

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	1 363 548		1 182 206		181 341	15.34
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	43 570		181 341		224 911	124.03
	Situation nette (sous total)	1 319 978		1 363 548		43 570	3.20
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	1 319 978		1 363 548		43 570	3.20
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	Total II						
	Provisions pour risques	400 940		351 203		49 737	14.16
DETTE (1)	Provisions pour charges						
	Total III	400 940		351 203		49 737	14.16
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTE (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	317 097		415 790		98 693	23.74
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	321 498		530 300		208 802	39.37
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			14 361		14 361	100.00
	Autres dettes						
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance	89 600				89 600	
	Total IV	728 195		960 452		232 257	24.18
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 449 113		2 675 202		226 090	8.45

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

960 452

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service						
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	3 659 814		3 978 081		318 267	8.00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	44 304		125 334		81 030	64.65
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	350 291		344 181		6 110	1.78
Total I	4 054 409		4 447 596		393 188	8.84
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	2 396 188		2 353 601		42 587	1.81
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	133 990		133 609		381	0.29
Salaires et traitements	1 026 938		1 229 604		202 666	16.48
Charges sociales	436 881		487 694		50 813	10.42
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	22 794		17 066		5 729	33.57
Dotations aux provisions	71 199		21 462		49 737	231.74
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	11 395		23 370		11 975	51.24
Total II	4 099 385		4 266 405		167 020	3.91
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	44 976		181 191		226 168	124.82

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		1 414		150	1 263	840.85
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		1 414		150	1 263	840.85
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		7			7	
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		7			7	
2. Résultat financier (III-IV)		1 406		150	1 256	835.99
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		43 570		181 341	224 911	124.03
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V						
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		4 055 822		4 447 746	391 924	8.81
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		4 099 392		4 266 405	167 013	3.91
5. EXCEDENT OU DEFICIT		43 570		181 341	224 911	124.03

ANNEXE

SOMMAIRE

Evènements significatifs postérieurs à la clôture	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Tableau de variation des fonds propres	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Autres immobilisations incorporelles	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Créances immobilisées	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Disponibilités en Euros	X
Produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Rémunération des dirigeants	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 449 112.62 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 054 408.62 Euros et dégagant un déficit de 43 570.01- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Notre recours déposé pour excès de pouvoir à l'encontre de la délibération du 23 juillet 2021 du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur (PACA), dans laquelle ce dernier décide de se retirer de notre association et de ne conserver comme seul comité régional du tourisme l'association CRT Sud PACA, a été rejeté par jugement du tribunal administratif de Marseille du 18 avril 2024.

Notre association va en conséquence procéder à une modification de ses statuts.

Par ailleurs, la procédure d'assignation de notre association par le CRT Sud PACA, engagée en novembre 2022, pour contrefaçon de marque portant sur le nom Comité Régional du Tourisme Côte d'Azur France est toujours pendante devant le tribunal judiciaire de Marseille.

Le CRT Sud PACA demande des indemnités à hauteur de 415 078 €.

Nous avons contesté tous les griefs faits à notre encontre. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- Notre association a pour objet social d'assurer la promotion touristique de la région Riviera Côte d'Azur en France et à l'étranger.

Suite au retrait du Conseil Régional, les statuts vont faire l'objet d'une mise à jour comme évoqué au paragraphe "Evènements significatifs postérieurs à la clôture".

Elle dispose pour cela de ressources provenant essentiellement du Conseil Départemental des Alpes Maritimes mais également des communes qui permettent de financer les campagnes de communication, les salons et plus généralement toutes les opérations engagées dans le cadre de l'objet social.

- Le Conseil Départemental des Alpes Maritimes nous a attribué une subvention de fonctionnement de 3 400 000 €.

- Le Conseil Départemental des Alpes Maritimes nous a également accordé une subvention d'investissement de 89 600 € pour le projet "Smart Deal" qui sera effectivement lancé en 2024.

- Le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) nous a accordé une subvention INTERREG France-Italie ALCOTRA pour un montant de 179 500 € dans le cadre de l'opération JARDIVAL. Seule la somme de 89 066 € correspondant aux dépenses engagées en 2023 a été constatée dans les produits de l'exercice.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	50 491		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	2 754		
Installations générales agencements aménagements divers	104 117		6 444
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	135 279		8 690
TOTAL	242 149		15 134
Prêts, autres immobilisations financières	90 139		952
TOTAL	90 139		952
TOTAL GENERAL	382 779		16 086

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		29 154	21 337	21 337
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			2 754	2 754
Installations générales agencements aménagements divers			110 561	110 561
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			143 969	143 969
TOTAL			257 283	257 283
Prêts, autres immobilisations financières		10 577	80 514	80 514
TOTAL		10 577	80 514	80 514
TOTAL GENERAL		39 731	359 134	359 134

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		34 032	2 321	29 154	7 199
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		1 286	678		1 965
Installations générales agencements aménagements divers		31 011	10 535		41 546
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		113 622	9 260		122 882
TOTAL		145 920	20 474		166 393
TOTAL GENERAL		179 952	22 795	29 154	173 592
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL		2 321			
Instal.techniques matériel outillage indus.		678			
Instal.générales agenc.aménag.divers		10 535			
Matériel de bureau informatique mobilier		9 260			
TOTAL		20 474			
TOTAL GENERAL		22 795			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 182 206	181 341			1 363 548
Excédent ou déficit de l'exercice	181 341	181 341		43 570	43 570-
Situation nette	1 363 548			43 570	1 319 978
TOTAL I	1 363 548	362 682		43 570	1 319 978

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	351 203	71 199	21 462		400 940
TOTAL	351 203	71 199	21 462		400 940
TOTAL GENERAL	351 203	71 199	21 462		400 940
Dont dotations et reprises d'exploitation		71 199	21 462		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	58 497	5 428	53 069
Autres immobilisations financières	22 017	0	22 017
Autres créances clients	65 413	65 413	
Divers état et autres collectivités publiques	813 866	813 866	
Débiteurs divers	9 998	9 998	
Charges constatées d'avance	208 953	208 953	
TOTAL	1 178 745	1 103 659	75 086
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	5 428		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	317 097	317 097		
Personnel et comptes rattachés	109 631	109 631		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	184 562	184 562		
Autres impôts taxes et assimilés	27 305	27 305		
Produits constatés d'avance	89 600	89 600		
TOTAL	728 195	728 195		

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logo, marques	11 906	
Logiciels	9 431	

Les logiciels sont amortis sur une durée de 2 à 3 ans.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	7 à 10 ans

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	814 927
Total	814 927

Détail :

- solde subvention fonctionnement Conseil Départemental :	680 000 €
- solde subvention investissement Conseil Départemental (Smart Deal) :	44 800 €
- subvention FEDER INTERREG :	89 066 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 901
Dettes fiscales et sociales	175 972
Total	273 872

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	208 953
Total	208 953
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	89 600
Total	89 600

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Montant des rémunérations ainsi que des avantages en nature des trois plus hauts cadres salariés (au sens de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006) :

Cette information ne peut être mentionnée car elle reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	10
Employés	11
Total	21

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Une provision pour charges est constatée dans les comptes sur la base des hypothèses suivantes :

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
Ensemble du personnel		258 671
Charges sociales (55%)		142 269
Engagement total		400 940

Hypothèses de calculs retenues

- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans
- Table de mortalité 2010-2012
- Pas de turn over
- Indemnité égale à 25% du salaire brut par année d'ancienneté (+ charges sociales)
- Taux d'actualisation de 3,30% (3,85% en 2022)